

AKTUELL



PHOTO: RAYMOND KLEIN

Psyché, astéroïde métallique.

RESSOURCES SPATIALES

Débris et décomptes

Raymond Klein

La mission économique sur la West Coast a rencontré une industrie spatiale boostée par du capital privé, affirmant œuvrer pour le bien commun de l'humanité.

Qu'est-ce qu'on va foutre dans l'espace? La question que doivent se poser de nombreux Luxembourgeois, relayée par un journaliste, n'a pas l'air de décontenancer Étienne Schneider. Arrivé lundi soir à San Francisco, le ministre de l'économie a invité la presse à un briefing à 22h30 dans une salle de conférence de l'hôtel W sur la 3rd Street.

Schneider évoque les retombées à court terme pour la recherche et l'imagerie par satellite. À moyen terme, il envisage des activités comme la recharge ou la réparation de satellites qui ne fonctionnent plus. Le ministre veut faire avancer la discussion sur les débris en orbite autour de la terre: « Il ne faut pas répéter dans l'espace les erreurs qu'on a commises sur terre. L'introduction d'une réglementation obligeant à enlever les débris permettrait à des entreprises d'offrir ces services - une sorte de Lamesch de l'espace ».

Alors, l'engagement luxembourgeois dans l'espace doit-il servir au plus grand bien de l'humanité? Ou n'est-ce qu'un pari financier sur des retours sur investissement?

« Notre objectif, c'est de faire des affaires », affirme Matteo Genna, un des directeurs chez le constructeur de satellites SSL, lors de la visite de la délégation luxembourgeoise. Un constructeur qui met plus l'accent sur la qualité de construction que sur des innovations hasardeuses. Instructions strictes pour la visite : enfilez des habits de protection, ne touchez à rien, le moindre grain de sable peut faire échouer une mission. Au bout de la visite et de quelques conversations,

l'impression qui se dégage n'est pas celle d'une entreprise obsédée par la marge bénéficiaire.

Est-ce l'esprit écolo omniprésent en Californie du Nord? SSL réfléchit aussi aux débris orbitaux - et considère qu'il s'agit d'un problème de gestion de biens communs. En fait, l'entreprise est marquée par l'approche typique des ingénieurs, ce dont attestent les slogans d'Einstein et d'autres placés sur les murs. Avec le patriotisme en prime - de grands drapeaux américains décorent les murs des halls de construction.

Droit de sol

Chez l'investisseur Steve Jurvetson par contre, il y a un seul Stars and Stripes: celui qui a servi lors des entraînements pour la mission Apollo 11. Pour séduire la délégation luxembourgeoise, celle-ci a pu visiter sa collection de souvenirs de l'espace. Avec autorisation expresse de toucher aux objets tels que les tableaux de bords de vaisseaux spatiaux du 20e siècle. Sur les murs: les logos des sociétés favorites de l'investisseur.

Le capital risque viendra-t-il au Luxembourg? Sera-t-il dissuadé par l'avis récent du conseil d'Etat, affirmant qu'une sécurité juridique ne saurait être établie par une loi luxembourgeoise sur le droit de propriété des ressources minières spatiales. « Pour moi, ça ne change rien », a affirmé Étienne Schneider dès lundi. Il estime pouvoir faire bouger les négociations internationales en la matière, comme le souhaitent les investisseurs. Deux jours plus tard, le ministre a renchéri: le Luxembourg créera une agence spatiale, financée par un PPP, et destinée à s'occuper du volet commercial de l'exploration spatiale. Tout cela pour le bien commun de l'humanité, c'est entendu.

SHORT NEWS

Sekundarabschluss: Künftig weniger Examen

(tj) - Weniger Abschlussprüfungen und eine ausführlichere Bescheinigung über belegte Fächer - das sind die Hauptänderungen, die bei den „Premièresexamen“ im Sekundarbereich anstehen. Am vergangenen Mittwoch wurden sie von Bildungsminister Claude Meisch vorgestellt. In erster Linie gehe es darum, die hiesigen Erfordernisse an internationale anzupassen. In Deutschland zum Beispiel müssen AbiturientInnen lediglich vier bis fünf schriftliche und eine mündliche Prüfung ablegen. In Luxemburg liegt die Zahl zurzeit bei sieben bis zehn schriftlichen und drei mündlichen Klausuren; ab dem Schuljahr 2017/18 sollen es nur noch jeweils sechs und zwei sein. Die Dauer der Examensphase wird jedoch nicht verkürzt. Da die Zahl der insgesamt zu absolvierenden Schulfächer unverändert bleibt, werden PrimanerInnen künftig am ersten Tag nach den Faschingsferien entscheiden müssen, in welchen sie abschließend geprüft werden wollen. Dass Abschlussklausuren in den jeweiligen Hauptfächern verpflichtend sind, verstehe sich von selbst, so der Minister. Mit der anstehenden Reform werde jedoch auch auf die veränderte Hochschullandschaft reagiert. Viele Universitäten legten nicht nur Wert auf Abschlussnoten, sondern beachteten auch das darüber hinausgehende Bildungsprofil. Künftig sollen deshalb in der Abschlussbescheinigung sowohl die auf „2e“ belegten Fächer als auch außerschulische Aktivitäten aufgeführt werden. Von diesen Änderungen erhofft sich der Minister eine Verbesserung der Chancen luxemburgischer AbsolventInnen auf einen Studienplatz, denn bisher waren diese gegenüber dem Ausland benachteiligt. Eine ähnliche Reform im Technique ist erst für das Schuljahr 2018/19 vorgesehen.

Justice fiscale : Oxfam au Luxembourg

(lc) - Alors que le dernier rapport Oxfam met une fois de plus en cause le grand-duché, le taxant, au grand dam de Pierre Gramegna (woxx 1418), de paradis fiscal, voilà que le « Collectif Tax Justice Lëtzebuerg » invite un des représentants de l'ONG. Il s'agit de Francis Weyzig, « Senior Policy Advisor » chez Oxfam Novib, branche néerlandaise de l'organisation. Co-auteur de l'étude « Tax Battles: the dangerous global race to the bottom on corporate tax », Weyzig parlera de la position du Luxembourg par rapport aux mesures de l'Union européenne et de l'OCDE en matière de justice fiscale. Y sera analysé surtout l'attitude du ministère envers le programme BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE. Cette fois, il sera peut-être un peu plus difficile pour le gouvernement de traiter les experts d'Oxfam d'incompétents, puisque Weyzig fait partie du BEPS Monitoring Group, réseau d'experts fiscaux qui fait des recommandations pour une réforme fiscale globale, et du Groupe d'experts de la Commission européenne sur l'échange automatique d'informations relatives aux comptes financiers. Une conférence d'autant plus intéressante qu'avec l'annonce de Raphaël Halet, ce mercredi, et celle d'Antoine Deltour, la semaine dernière, de se pourvoir en cassation, la voie est ouverte à la justice européenne pour se pencher sur les pratiques luxembourgeoises en matière d'« optimisation fiscale » et de protection des lanceurs d'alerte. La conférence aura lieu jeudi 20 avril à 18h45 dans les locaux du Citim, avenue de la liberté à Luxembourg.

Marx contre le communisme

(lc) - Tant qu'à parler justice fiscale, une autre petite anecdote a fait le bonheur des internautes cette semaine. Comme l'a révélé la page Facebook « Memes bis zum Weltraumkommunismus » qui s'est fait connaître par maintes caricatures de politiciens, notamment d'Étienne Schneider et son « Space Mining », Claude Marx, le patron CSSF et ancien banquier HSBC cité dans les Panama Papers, n'avait pas bien digéré un « meme » à son encontre, allant même jusqu'à mettre « en demeure » les responsables de retirer cette image. Ce qui a eu l'effet inverse, donc des « memes » de plus. Quelqu'un pourrait expliquer l'effet Streisand à Claude Marx ?